



## Secteur Fédéral CGT des Cheminots de la région Nord-Pas de Calais



### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE SUR LA SITUATION DU TER EN HAUTS-DE-FRANCE**

Le Secteur Fédéral CGT des Cheminots de la région Nord-Pas de Calais souhaite apporter quelques éclaircissements et explications sur la situation subie par les usagers du train en région HDF depuis plusieurs mois.

La réforme ferroviaire de 2018 que les cheminots ont combattu, a accéléré la casse de l'entreprise publique SNCF et a instauré la possibilité d'ouvrir le service voyageur (TER, TET et TGV) à la concurrence tout en imposant à l'opérateur public **une réduction drastique de ses effectifs** afin de respecter une obligation d'équilibre budgétaire.

Alors que la demande de transport ferroviaire tant FRET que Voyageur **est devenue plus que nécessaire à l'heure de l'urgence climatique**, cette décision politique soutenue, à l'époque, par la majorité actuelle au Conseil Régional va donc à rebours des besoins de la population, et prive le service public de capacités financières permettant d'y répondre.

La structuration de l'entreprise SNCF en plusieurs Sociétés Anonymes ne permet plus la synergie entre les services, et **le choix de la majorité au Conseil Régional d'ouvrir une large part de son réseau TER à la concurrence dicte les orientations stratégiques de l'opérateur public.**

D'ailleurs, la SNCF se cache souvent derrière cette future mise en concurrence pour se justifier des nombreuses réorganisations et suppressions de postes.

#### **BONNET BLANC, BLANC BONNET....**

Le discours tant du côté de l'Autorité Organisatrice (le Conseil Régional) que du côté de la direction TER SNCF visant à **stigmatiser les cheminots** n'a que trop duré.

**Il est temps que chacun assume ses choix et disent la vérité aux usagers des HDF.**

Il est inacceptable qu'après plusieurs mois d'échanges infructueux sur les besoins à mettre en œuvre au sein de la SNCF, chacun y aille de son petit communiqué de presse s'insurgeant des désagréments subis par les usagers sans prendre sa part de responsabilité et sans mettre en œuvre les mesures qui s'imposent.

- Comment la direction régionale SNCF et le Conseil Régional des HDF peuvent-ils se satisfaire de trop nombreux postes non tenus dans les gares, les trains ou les ateliers alors qu'ils sont les seuls décideurs ?
- Comment ces mêmes responsables peuvent-ils s'accommoder d'emplois précaires (CDD et intérimaires) pour réaliser le service public alors que plusieurs millions de personnes sont à la recherche d'un emploi pérenne et que les besoins existent ?
- Comment le président du Conseil Régional peut-il se réveiller le 25 octobre 2021 par le biais d'un communiqué de presse alors qu'il avait accepté les services annuels 2020 et 2021 proposés par la direction SNCF tout en sachant que ce service, à flux tendu, ne permettrait aucun aléas, au risque de désorganiser le trafic.
- Comment accepter que le mal être et la dégradation des conditions de travail des salariés ne soient pas pris en compte et résorbés par ceux qui les ont créés ?
- Comment comprendre qu'à l'heure où les usagers réclament de la présence humaine dans les gares et dans les trains, les directions SNCF veuillent réduire les amplitudes d'ouverture des guichets tout en supprimant des emplois ? **Tout cela sans opposition franche de la présidence du Conseil Régional.**

La CGT a fait des propositions pour le développement du train public en France, mais les responsables politiques et la direction SNCF préfèrent continuer dans cette logique libérale d'éclatement du transport ferroviaire et de réduction des moyens.

Pourtant les multiples exemples de renationalisation dans les pays européens (Angleterre, Allemagne, Suisse, Suède, ...) ayant cédé aux sirènes de la concurrence devraient alerter et faire réfléchir nos dirigeants afin de ne pas reproduire les mêmes erreurs.

**Il est encore temps de proposer et d'assurer vraiment un service public ferroviaire de qualité, il faut simplement s'en donner les moyens et abandonner les logiques libérales qui jusqu'à maintenant n'ont jamais fonctionné.**

**CONTACT  
SERVICE PRESSE  
COMMUNICATION**

37 rue de Tournai, 59000 LILLE, TEL:03 28 55 76 06, Fax:03 20 06 78 04  
**Courriel :** [secteur-cgt-cheminots-lille-com@orange.fr](mailto:secteur-cgt-cheminots-lille-com@orange.fr)  
**Site Internet:** <http://cheminots-cgt-nord-pas-de-calais.fr/>